

DDETSPP de la Nièvre
Service Santé, Protection Animales et Environnement
Cité Colbert
Rue Simone Veil
58000 NEVERS

Nevers, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC DES PLOTS

10 CHEMIN DES PLOTS
58300 Devay

Références : 2025-SPAE-250555
Code AIOT : 0055800321

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement GAEC DES PLOTS implanté 10 CHEMIN DES PLOTS 58300 Devay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'est tenu dans le cadre du suivi d'une plainte odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC DES PLOTS
- 10 CHEMIN DES PLOTS 58300 Devay
- Code AIOT : 0055800321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Méthaniseur agricole avec l'essentiel des intrants d'origine de l'exploitation connexe.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15	Demande d'action corrective	1 mois
3	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Composition du biogaz	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 2.4.5	Demande d'action corrective	15 jours
6	Digestats	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 2.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Épandage	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15	Sans objet
4	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 3.1.3	Sans objet
7	Digestats	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 2.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le méthaniseur est apparu bien entretenu et en bon état de fonctionnement. Aucune nuisance olfactive n'a été constatée lors du présent contrôle. Cependant, compte-tenu des plaintes et de l'absence d'étude odeur présentée à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle étude odeur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15
Thème(s) : Risques accidentels, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.

L'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné à l'article 39 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.
Constats : Les opérations critiques ne sont pas identifiées dans un dossier. L'exploitant est le seul opérateur de l'installation de méthanisation. Il connaît les opérations critiques vis-à-vis des nuisances odorantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit tenir à jour un registre des opérations critiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15
Thème(s) : Risques accidentels, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent <i>a minima</i> la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39.
Constats : L'installation est dotée d'un filtre au charbon actif. La maintenance de ce filtre est réalisée au moins tous les trois ans. Une torchère est présente mais elle n'est pas utilisée car il n'y pas de surproduction de biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15
Thème(s) : Risques accidentels, Odeurs – suivi des plaintes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Constats :

L'exploitant explique à l'inspection que les plaintes reçues se font par messages écrits sur téléphone. Les messages et les réponses apportés sont enregistrés dans son téléphone portable, et ont été présentés lors du contrôle.

L'exploitant n'a pas identifié d'étape critique responsable des nuisances car les plaintes ne correspondent pas à ces étapes (curage de la pré-fosse, etc...). Le méthaniseur est en fonctionnement permanent. La fosse est chargée le matin. Un curage est effectué tous les 10 à 15 jours. Les plaintes semblent aussi dépendantes des conditions météorologiques, notamment du vent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit tenir un registre des plaintes, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Compte-tenu des signalements reçus par l'inspection, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Il devra également transmettre à l'inspection l'état initial d'étude odeurs réalisé avant la mise en service de l'installation.

Cette étude permettra d'objectiver les nuisances rapportées et de servir de base pour déterminer des mesures et des axes d'amélioration en cas de nuisances, le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 3.1.3

Thème(s) : Autre, Odeurs

Prescription contrôlée :

Les dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Les matières entrantes sont prises en charge de manière à limiter les émissions odorantes.

Les matières liquides sont stockées dans une citerne fermée, puis vidées dans une fosse au moment du mélange avec les matières solides.

Les matières solides, fumiers, refus d'ensilage, déchets verts sont stockés sur une aire bétonnée étanche.

Les digesteurs, les bassins de stockage sont étanches.
En cas de nuisances révélées, l'exploitant met en place des actions correctives et en informe l'inspection des installations classées.
Constats : Les eaux grasses sont stockées en fosse fermée. Les effluents d'élevage sont stockés en fumière, sur aire bétonnée. Un nouveau système de pompe de relevage a été mis en place pour les matières liquides. Les nuisances éventuelles ne semblent pas être causées par les conditions de stockage des matières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Composition du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 2.4.5
Thème(s) : Autre, Composition du biogaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz est mesurée une fois par jour. Ce dispositif de mesure est contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. La concentration en H ₂ S en sortie de digesteur ne peut être supérieure à 1 000 ppm.
Constats : La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz est mesurée en continu par un capteur et surveillée par l'exploitant 3 à 4 fois par semaine, et davantage si un taux anormal a été mesuré. L'appareil de mesure est renvoyé au fournisseur pour un contrôle et étalonnage, dès qu'un défaut de fonctionnement est identifié, et a minima tous les trois ans. Le jour de l'inspection le taux de H ₂ S dépassait les 1000 ppm, l'exploitant a identifié l'ajout de marc de raisin comme facteur de risque, de l'hydroxyde de fer a été ajouté. Cet ajout a permis de diminuer le taux de H ₂ S et continuait de descendre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à ce que la concentration en H ₂ S ne dépasse pas les 1000 ppm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 2.4.6
Thème(s) : Autre, Production des digestats
Prescription contrôlée :

<p>La production de digestats maximum est de 20 000 t/an.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des digestats sortants mentionnant :</p> <p>la nature de la matière ; la date de chaque enlèvement ; la destination.</p> <p>Le registre de sorties est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées.</p> <p>Le cahier d'épandage peut tenir lieu de registre de sortie des digestats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu sur informatique. L'épandage est géré avec le système GPS du tracteur. Il n'a pas pu être présenté le jour de l'inspection. Une extraction des enregistrements d'épandage du digestat sur une période de 1 an (01/04/2024 à 01/04/2025) a été demandée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son bilan de production annuel - le registre des sorties pour l'année 2024 et janvier 2025 ou son cahier d'épandage, pour les mêmes dates, le cas échéant.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Digestats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 2.3.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Stockage des digestats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas passible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p> <p>Les capacités de stockage sont de 3 600 m³ pour la fraction liquide du digestat.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve de stockage de digestat a une capacité de 3600 m3. Les matières entrantes sont composées d'environ 20 tonnes d'effluents d'élevage et 10 à 15 tonnes d'eaux grasses. La cuve de stockage ne permet pas une grande marge de stockage.</p> <p>Pour prévenir les risques de débordements l'exploitant a mis le fonctionnement de la pompe du digestat en mode manuel à la place du fonctionnement automatique dont le système de capteurs a déjà été défaillant par le passé.</p> <p>De plus, l'exploitant prévoit une diminution du volume de production pendant l'hiver, période où l'épandage n'est pas possible. En cas de débordement l'exploitant a installé une pompe en contre-</p>

bas de la cuve de stockage pour récupérer le digestat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article Article 8.2
Thème(s) : Autre, Cahier d'épandage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le cahier d'épandage, tel que prévu par l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié, peut tenir lieu de registre de sortie du digestat.</p> <p>Le digestat, destiné à l'épandage sur des terres agricoles, fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions ci-après, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est réalisé par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.</p> <p>Le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV « épandage » de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir son cahier d'épandage à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection son cahier d'épandage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois